

du transport en raison des méthodes monopolisatrices établies par le ministère en ce qui concerne le transport dans cette région. Le transport fluvial est un monopole de l'État et le transport aérien est contrôlé de près. Les gens qui voulaient obtenir des contrats d'exploitation de transports aériens ont essuyé un refus, et ainsi de suite.

**L'hon. M. Lesage:** Oh, non.

**M. Harkness:** Ensuite les prix ont monté. Ils ont empêché la concurrence qui aurait pu réduire les frais de transport et favoriser ainsi les travaux de mise en valeur, en particulier, l'exploration du pétrole et du gaz. Je me contente de dire que, chaque fois qu'une entreprise est réalisée au pays, le gouvernement cherche à s'en attribuer le mérite. C'est ce qu'ont fait cet après-midi le ministre du Nord canadien et des Ressources nationales et, hier, le ministre des Mines et Relevés techniques (M. Prudham). En réalité, dans bien des cas la mise en valeur a eu lieu malgré les règlements tracassiers et les politiques fiscales du Gouvernement, politiques qui ont lié les mains de ceux qui voulaient mettre le pays en valeur et qui ont étouffé les initiatives privées.

Hier, le ministre des Mines et des Relevés techniques a dit qu'en ses premières années la mise en valeur des ressources pétrolières de l'Alberta reposait sur les résultats d'études géologiques entreprises par le gouvernement fédéral. Il n'a pas l'air de savoir comment c'est arrivé! C'est en cherchant de l'eau qu'on a découvert du gaz pour la première fois. C'était à Medicine-Hat. Dans la vallée Turner, la première découverte de pétrole est due à une infiltration de gaz et de pétrole, dont les Indiens s'étaient servis et qui étaient connus depuis bien des années. Ce fut le point de départ de cette exploitation. Je reconnais cependant que, depuis 15 ans, l'exploitation pétrolière est largement redevable aux études géologiques récentes. Je ne nie pas l'aide apportée à l'exploration. Mais c'est tout simplement ridicule de voir le Gouvernement s'attribuer une grosse part du mérite, à cause de ses études géologiques.

Le ministre du Nord canadien et des Ressources nationales a dit ensuite que, dans sa résolution, le chef de l'opposition proposait un programme national. C'est ce qu'on attend, dit-il, du parti cécéliste. Il essayait de donner l'impression que ce que notre groupe demande dans cette résolution, non seulement cette année mais l'an dernier également et les autres années auparavant, c'est du dirigisme économique.

Rien n'est plus loin de la vérité. Ce que nous avons proposé, c'est un programme national qui rende possible la mise en valeur, non pas un régime national qui astreindra les

gens intéressés à la mise en valeur,—les individus,—à un programme inflexible et à tout ce qui s'ensuit. C'est un programme qui rendra possible la mise en valeur. Il comprendrait évidemment l'irrigation, le drainage, la conservation des forêts, les moyens de transport, le tarif-marchandises et une foule d'autres choses semblables. Il s'agit d'établir un programme visant ces domaines, afin de créer un climat favorable à la mise en valeur. C'est exactement ce que le Gouvernement n'a pas fait.

Le ministre a ensuite dit que ce que le Gouvernement a fait, c'est de suivre une méthode précise et restreinte à cet égard. A ce propos, je dirai qu'elle est bien plus restreinte que précise ou tout ce qu'on voudra. De fait, elle a été tellement restreinte qu'elle a été négligeable dans bien des domaines. Pour réussir, le programme à suivre doit rendre la mise en valeur possible et économique. En d'autres mots, il doit créer ce climat favorable à la mise en valeur dont j'ai parlé tantôt.

Tous les Canadiens ont souvent entendu répéter la déclaration que faisait sir Wilfrid Laurier il y a 50 ou 60 ans: le vingtième siècle appartiendra au Canada.

**Une voix:** Et il lui appartient.

**M. Harkness:** Cette déclaration est chaleureusement accueillie de l'autre côté de la Chambre; pourtant, même si beaucoup ont prédit qu'à notre siècle la population et le développement de notre pays connaîtraient une augmentation comparable à celle qui est enregistrée par les États-Unis au XIX<sup>e</sup> siècle, ces prédictions et ces espoirs ne se sont pas encore réalisés. Au vrai, l'essor démographique et économique s'est un peu accéléré depuis une quinzaine d'années, mais de façon générale nous n'avons pas enregistré les progrès prévus à la fin du siècle dernier.

Pourquoi donc l'essor démographique et matériel ne répond-il pas aux grands espoirs que nourrissaient nos pères et nos grands-pères au début du siècle? Ce n'est pas faute de ressources naturelles. Nous en avons sous forme de terre arable, de forêts, de minéraux, de pêcheries et le reste, peut-être plus que tout autre pays. Il faut donc en chercher les raisons ailleurs. Les facteurs externes, qu'a mentionnés le ministre du Nord canadien et des Ressources nationales (M. Lesage), ont exercé un certain effet. Les deux guerres et la grande crise économique ont été des facteurs externes qui ont ralenti notre économie et arrêté la venue d'immigrants dans notre pays. Il n'y a pas de doute que c'est là une des raisons; d'autre part, les deux guerres ont vraiment stimulé certaines industries et suscité un essor considérable.